

Introduction à « Terre commune »

par Henri BERNARD.

Professeur à l'École royale militaire

★

Dans son récent ouvrage *Les origines de la civilisation européenne* (Liège, 1958), Henri Brugmans écrit ces lignes fondamentales :

« L'histoire européenne n'est pas la somme des histoires nationales juxtaposées... La chrétienté, l'Europe existèrent d'abord, le national n'étant qu'un épiphénomène... La conscience de la chrétienté est antérieure de plusieurs siècles à celle des nations... L'Europe ne s'explique pas par les nations, dont la formation est relativement récente, mais les nations s'expliquent par l'Europe... Partout la collectivité européenne et son destin forment la toile de fond de notre histoire. » Ces vérités, que les historiens du XIX^e siècle, enfiévrés de nationalisme, ont voulu méconnaître, nous nous efforcerons de les prendre pour base de cette étude.

Primo.

Nous nous demanderons : Qu'est-ce que l'Europe ? Comment et pourquoi a-t-elle été formée ? Comment et pourquoi s'est-elle faite et dé faite : *l'imperium romanum*, Charlemagne, Othon le Grand, trois tentatives, les deux premières réussies, la dernière beaucoup moins, avec de grands chaos entre chacune d'entre elles ?

Si l'unification politique de l'Europe n'a pas subsisté, son union spirituelle était réalisée au XI^e siècle, sous le signe de la chrétienté. Le pontificat d'Innocent III « suzerain de l'Europe », commencé à la fin du XII^e, est la seule époque où l'Occident fut « un » dans sa diversité et où la civilisation médiévale atteignit son sommet.

Mais bientôt le développement des États s'accompagne d'un particularisme dynastique, national, économique, source de conflits sanglants. Les souverains battent en brèche l'autorité romaine. Au XVI^e siècle, l'unité spirituelle du monde chrétien

est brisée. Le nationalisme triomphant atteint son paroxysme au XIX^e siècle et dans la première partie du XX^e. Les Européens veulent oublier que *l'Europe est un système de relations* ; ils s'ingénient à briser les liens qui rattachent les peuples entre eux ; ils ne comprennent pas que leur continent périrait si le réseau de liens qui l'alimente venait à se rompre. D'Europe, il ne sera plus question jusqu'en 1948. Alors seulement, affolé par le coup d'État de Prague et la redoutable pression de la Russie asiatisée, l'Occident retrouvera sa conscience.

Secundo.

Nous nous dirons : l'Europe est une *societas societatum* ; elle forme donc un *ensemble diversifié*. La géographie joue ici un rôle important ; selon l'expression de Ferdinand Lot, elle est la nature des choses. Certes, n'interprétons pas tout en fonction de la géographie. Le déterminisme géographique a fait heureusement long feu. Le milieu propose mais l'homme dispose. Néanmoins on ne peut nier l'influence de la géographie sur l'Histoire ni l'ignorer en politique. Le sol, le sous-sol, le climat, les cours d'eau, l'éloignement ou la proximité de la mer, ont façonné une Europe danubienne, une Europe han-séatique, une Europe méditerranéenne, une Europe britannique, une Europe d'Entre-Deux. Quelle que soit l'organisation politique, unitaire ou morcelée, de ces diverses sociétés européennes, chacune d'entre elles constitue un organisme vivant, une indéniable réalité.

L'Europe d'Entre-Deux, ou mieux, l'Europe médiane selon l'expression plus évocatrice de Drion du Champois, est la terre des cinq fleuves. Elle est basée sur le système artériel ; d'une part, Pô, Saône-Rhône ; d'autre part, Moselle-Rhin, Meuse, Escaut dont les embouchures se confondent dans le

delta néerlandais. La nature a judicieusement placé celui-ci en face de l'estuaire de la Tamise. Politiquement, cette Europe médiane naquit au partage de Verdun, en 843. Elle englobait les régions qui sont aujourd'hui l'Italie du Nord, la Suisse, la Provence, la Savoie, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Lorraine, l'Alsace, le Luxembourg, la Rhénanie, la Belgique, la Hollande. L'empire de Lothaire vécut peu. Longtemps plus tard, au XV^e siècle, les Grands Ducs d'Occident seront sur le point de le refaire. Mais cette bande étroite se trouvait condamnée au cisaillement sous la pression constante des puissants voisins. Certaines d'entre les régions qui la constituent devinrent françaises, allemandes, italiennes. De ses débris survivent quatre États : Suisse, Luxembourg, Belgique, Hollande.

Et cependant, cette Europe des cinq fleuves, politiquement morcelée, est une réalité géographique, économique, culturelle, sociale. Les cours d'eau n'ont jamais constitué de grands obstacles pour les armées, tous les spécialistes de l'histoire militaire le savent bien. Ils sont, par contre, des voies de pénétration et d'échanges. Quand les Arabes interdirent le trafic maritime en Méditerranée, la route des marchands fut celle des cinq fleuves, des ports méditerranéens à ceux de la mer du Nord. Aussi les cinq vallées verront-elles un jour — bien avant l'Allemagne et la France — les villes s'égrener dans leurs plaines alluviales : cités italiennes, suisses, mosellanes, rhénanes, mosanes, flamandes. Des villes sortira l'ordre nouveau, la société urbaine qui l'emportera progressivement sur le monde féodal. Ces cités de l'Europe médiane arracheront aux princes leurs libertés, en avance, là aussi, sur la France et l'Allemagne et leur traceront la voie. Du vaste réseau de villes, foyer de civilisation, et de la classe bourgeoise qui s'y développe, sortira, par sélection, le patriciat. Aujourd'hui, l'Europe médiane, dont les peuples aux affinités communes ont tant apporté à la civilisation, subsiste dans la conscience et dans l'économie de l'Occident.

Tertio.

Au flanc nord des terres d'Entre-Deux, les Pays-Bas s'étendent, de la Somme à la Frise. Peut-être serait-il correct d'écrire Pays-Bas avec deux minuscules tant que ceux-ci ne se sont pas constitués en État. Après le grand effort carolingien, en effet, les Pays-Bas se sont brisés en de nombreux frag-

ments tel un vase qui tombe. Néanmoins une force centripète tend à les réunir, comme la force mécanique qui charrie l'eau de nos trois fleuves finit par mêler leurs alluvions. L'unification bourguignonne ne sera que le terme logique d'une évolution convergente. Deux fois, en 1548 et en 1814, Benelux se fera. Deux fois il se rompra. Sous une autre forme, il renaîtra en 1944. Cette dernière date marque un « start point » dans le destin de l'Europe. Nos trois petits pays ont montré la route. Benelux est l'œuf fécondé qui contient en puissance tous les caractères de l'espèce. Après Benelux, l'Europe s'ébauche. Le phénomène est normal. Les Pays-Bas — terme pris dans son sens le plus large — sont situés au carrefour du germanisme et de la latinité, face à l'Angleterre. Par leur caractère maritime, leur situation géographique, leur population dense et laborieuse, leur relief accessible, leurs voies de communication, ils sont une région de transit, de production et d'échange. « Terre de promesse » disait Commines, « terre commune à toutes les nations » répétera le Taciturne, « balcon de l'Europe » écrira Léon Daudet, les pays de Benelux ont une vocation naturelle d'européanité.

Europe, Europe médiane, Pays-Bas. Nous passons dégressivement du tout à la partie et, comme le préconise Descartes dans son *Discours de la méthode*, nous nous efforçons ainsi de clarifier le problème.

*
**

Au moment où l'Europe se refait, l'époque des « Histoires nationales » subjectives et chauvines devrait être révolue. La critique historique, sans doute, est une science relativement récente. Elle existait cependant quand Bainville, écrivant son *Histoire de France*, donnait en toutes circonstances raison aux Français ; jusqu'en 1789 tout au moins, car ce maître du « nationalisme intégral » était un monarchiste tout aussi intégral. Ce qui montre la subjectivité multiforme de ce très grand écrivain. Que dire alors des historiens allemands avec leur mythe de la race pure et du peuple élu ? Pourquoi vouloir justifier, de part et d'autre du Rhin, ici la théorie des frontières naturelles, là celle de la *Weltpolitik* ou de l'espace vital ? « C'est » écrit Henri Brugmans, op. cit., « le déterminisme évolutionniste dans toute son arrogance, la conception impersonnelle et immorale d'une destinée nationale qui aurait son but en elle-même et écraserait les

résistants aux applaudissements des générations. Les criminels passent avant les saints, si les premiers renforcent la centralisation dynastique. Curieuse philosophie, surtout si elle se veut humaniste ».

Ce « natiocentrisme » était, d'ailleurs, commun aux historiens de toutes les nations, grandes ou petites. Relisons, pour nous en convaincre, les pages, d'une révoltante partialité, consacrées au roi Guillaume I^{er} et à la nation hollandaise par tant d'auteurs belges. Nos voisins du Nord nous rendaient, du reste, la politesse. Et pourtant... Une saine critique historique exige de se porter au sommet de la montagne afin d'embrasser l'ensemble, de multiplier les examens de conscience au point de vue national, de se mettre souvent à la place de l'« autre », de ne pas juger toute l'histoire du monde en fonction de son propre pays. Certes, il est nécessaire pour chacun de savoir que sa nation a des devoirs à remplir, une mission à accomplir, selon son génie propre et sa situation, pour le bien de l'humanité. Mais il est nocif de croire que son peuple est poussé par Dieu — *Gesta Dei per Francos, Gott mit uns* — par Dieu... ou par Lénine, vers des destins exceptionnels.

*
**

Depuis une dizaine d'années, de sérieux efforts ont été réalisés pour une meilleure compréhension de l'Histoire dans le sens de l'impartialité. L'action des grands organismes internationaux, du Collège d'Europe à Bruges, de l'Institut de Brunswick, les fréquentes confrontations d'historiens de différents pays ont abouti à l'adoption de conceptions plus raisonnables envers le voisin.

Les progrès sont encourageants. Il reste tant à faire cependant car trop de personnes restent dans l'incompréhension, inconsciente ou voulue, de la grande œuvre commune. Nous lisions récemment un article de journal qui contenait ces lignes : « Nos historiens européens vont rédiger une histoire expurgée, arrangée, interchangeable, qui pourra donc être enseignée dans tous les pays parce qu'aimable pour tous. Voulez-vous savoir ce qui s'est passé à Waterloo ? C'est bien simple. Au mois de juin 1815, il faisait beau. Aussi Napoléon décida-t-il un pique-nique en Brabant wallon. Il y donna rendez-vous à Grouchy qui ne vint pas.

Mais il y rencontra M. de Wellington et, vers le soir, M. de Blücher. Le temps s'était gâté. La partie se prolongea cependant assez tard. Puis chacun rentra chez soi. Peu de temps après, Napoléon fit une longue villégiature dans l'île de Sainte-Hélène ». La plaisanterie est trop facile pour être drôle. Elle ne mériterait pas d'être relevée si elle ne témoignait d'un état d'esprit qui peut devenir contagieux.

L'histoire européenne et les histoires locales telles que nous les comprenons aujourd'hui ne seront nullement expurgées. Nous sommes même tentés de dire : au contraire. Les Occidentaux doivent montrer qu'ils ont la maturité suffisante pour ne pas s'offusquer à entendre la vérité, si peu reluisante eût-elle été en diverses circonstances du passé. Leur sérénité de pensée et leur recherche du vrai les distingueront des régimes à caractère communiste, fasciste, nazi ou franquiste, pour lesquels la propagande, donc le truquage des faits historiques, constitue une nécessité de survie. Chacun, répétons-le, doit faire son examen de conscience. Reconnaître les fautes de son propre passé sans les atténuer, constater celles des autres sans les exagérer. Eviter le péché par omission. Admettre que si tous nos peuples ont apporté leur contribution au patrimoine commun de l'Europe, aucun d'entre eux n'est à l'abri de reproches. Les bienfaits comme les méfaits, l'actif comme le passif, de nous-mêmes et des autres, doivent être inscrits au grand livre du Temps, à titre de leçon pour le futur. L'Histoire, a-t-on dit, est un arsenal à l'usage de la politique. Elle donne un enseignement fécond, quoi qu'en prétende Valéry, non seulement pour la conduite des États et des sociétés mais aussi pour celle de l'homme. « Tout appel au passé » dit Gonzague de Reynold « n'est qu'un appel passionné à l'avenir. Cri du vivant qui veut persister malgré la destruction qui le menace et qui, pour cela, cherche à reprendre conscience de son type fondamental, à retrouver l'appui de la ligne de force afin de traverser le temps. Il y a chez l'homme — en cela se vérifie la spiritualité de son âme — un perpétuel effort pour s'évader hors du temps et se réintégrer dans la durée. Il se suspend à son être pour échapper à son devenir, toutes les fois que celui-ci s'accélère en un dynamisme tel que nulle force n'est plus capable de la maîtriser et conduire. Et c'est bien l'être, en effet, que toute philosophie de l'Histoire, si elle veut servir la cause de l'Europe et de la

civilisation, doit travailler à dégager aujourd'hui du vertigineux devenir où nous sommes entraînés. »

*
**

Si la situation géographique des Pays-Bas leur a conféré une mission européenne et leur a procuré de grands avantages, elle les a frappés aussi d'une lourde hypothèque. Les régions méridionales, surtout, furent constamment l'objet des convoitises de leurs puissants voisins, la France depuis Philippe-Auguste jusqu'à Napoléon III, l'Allemagne prussianisée à partir de Bismarck. L'irréductible volonté des peuples médians à maintenir leur indépendance, l'immuable politique de l'Angleterre protectrice naturelle et obligée des pays d'Entre-Deux, nous ont préservé de l'absorption par l'étranger.

Que nos voisins du Sud qui liraient cet ouvrage n'y cherchent aucun résidu de rancune quand il nous faut constater que les pays médians furent les grandes victimes de « l'indéracinable extravagance des frontières naturelles ». Nous savons ce que la pensée et la culture françaises ont apporté au trésor commun de l'Europe et à nous en particulier qui sommes de même langue. Il serait anachronique et même révoltant de garder rigueur à l'un de nos alliés des deux grandes guerres du XX^e siècle, pour les excès commis dans nos provinces par Louis XIV, la Révolution et l'Empire, alors que nous avons tendu sincèrement la main à l'Allemagne. Ce geste-ci, avouons-le, nous le fîmes non sans un serrement de cœur. La plaie n'était pas cicatrisée. Nous ressentions un malaise et un remords en songeant aux meilleurs des nôtres, ceux qui n'étaient pas revenus de Gross-Rozen, de Dachau, de Dora. Pour nous qui avons connu et aimé tant de ces martyrs, leur souvenir brûlait trop dans nos cœurs comme la flamme du sacrifice. Nous avons tendu la main à l'Allemagne cependant pour que vive l'Occident et parce que le grand Médian Konrad Adenauer, au passé inflexiblement droit, semble avoir rendu à son pays, déprussianisé et décentralisé, le sens de l'Europe.

Mais dans l'histoire européenne comme dans celle des terres d'Entre-Deux, il importe de montrer le mal fait à travers les siècles par les régimes absolus, qu'ils s'intitulent de par la grâce de Dieu ou de par la volonté du peuple. L'absolutisme, centralisateur, policier et toujours conquérant, est anti-européen par essence. Les souverains ou chefs

d'Etat autoritaires, dont la politique avait été stigmatisée en termes immortels par Erasme de Rotterdam, furent les pires ennemis de l'Europe. Certains d'entre eux voulaient la faire, ~~don-t-on~~. Bien sûr. Napoléon par exemple, Hitler aussi. Mais à leur manière. Une Europe centralisée sous l'autorité d'un dictateur ou d'un peuple-chef ~~prédestiné~~. De ce genre d'Europe-là, inutile de dire que nous ne voulons à aucun prix.

L'Histoire n'est certes pas un éternel recommencement. Mais elle nous fait voir des constantes. Le passé projette son ombre sur le présent. « Il y a dans l'Histoire » dit André Maurois « des rythmes et des combinaisons reconnaissables. Il existe une courbe du dictateur, toujours entraîné vers de nouvelles conquêtes, jusqu'au désastre qu'amènent le gigantisme et la résistance croissante du monde extérieur ».

Parce que l'Europe est une *societas societatum*, elle forme une réalité dans sa diversité. Réalité et diversité supposent union et décentralisation. L'Europe doit être unie, ce que les nationalismes n'ont pas voulu comprendre. Mais elle doit être décentralisée, ce que n'ont voulu comprendre ni les rois de France conquérants, ni Napoléon, ni Bismarck, ni Hitler. L'Europe soumise à la poigne d'un seul homme, à la férule d'un seul de ses peuples, à l'autorité d'un pouvoir centralisateur, est une réalisation éphémère parce que contre nature. La confédération d'Etats également souverains dont l'objet est d'assurer pour tous le meilleur système de relations et la défense efficace commune, mais en maintenant leurs mœurs, leurs institutions, leur génie propre, leurs traditions respectives, est la seule solution possible et nécessaire. La formule n'est pas neuve. Elle avait été souhaitée dans la *Cité de Dieu*. Eternelle présence de saint Augustin. L'extraordinaire génie d'Hippone nous donnait, il y a quinze siècles, une leçon de modernité.

*
**

La tâche est bien ardue pour l'historien de l'Europe ou d'une fraction d'Europe dans le cadre de l'histoire européenne. Son œuvre sera toujours imparfaite et incomplète. Concevoir le problème est autrement aisé que le résoudre. Certes, l'historien s'est affranchi du nationalisme d'autrefois. Sa sincérité, qualité fondamentale pour cette profession, sera plus grande que celle de ses devanciers. Il ten-

dra aussi vers l'objectivité maximum. Mais celle-ci, il ne l'atteindra jamais. Sinon ne serait-il plus un humain. Jamais ne pourra-t-il se dégager complètement de son milieu ni se libérer des influences multiples qui l'entravent. D'autre part, malgré nos efforts d'objectivité, malgré notre volonté de rejeter tout apostériorisme, notre connaissance et notre compréhension du passé ne sont jamais que partielles. Non seulement parce que trop de tranches de ce passé nous échappent faute de documents mais aussi parce que jamais nous ne pourrons penser comme les hommes d'autrefois, nous mettre à leur place, supprimer de notre esprit ce que nous savons des siècles qui se sont écoulés entre eux et nous. « On vit l'Histoire en se tournant vers l'avenir mais on l'écrit tourné vers le passé » remarque ce pénétrant esprit qu'est Miss Wedgwood; « nous savons la fin avant de connaître le commencement et nous ne pouvons jamais ressaisir complètement

ce que c'était que de ne connaître que le commencement. »

Conscient donc de ses propres faiblesses, ne se faisant nulle illusion sur ses possibilités, ne croyant plus, comme l'affirmait von Rancke, qu'il écrira l'Histoire « telle qu'elle avait été véritablement », l'historien s'efforcera de suivre, le mieux qu'il peut, le conseil de Reynold : « La justice historique est une justice distributive. Sa règle est de ne jamais juger le passé d'après le présent, mais d'après le passé qui est derrière ce passé ; son principe, de ne jamais faire de l'Histoire une cour d'assises, de ne jamais plaider contre un accusé en requérant la peine capitale. Il peut être utile de plaider pour : c'est le moyen de creuser une question et d'étendre les recherches. Mais plaider contre est partir de l'erreur volontaire et c'est pour l'historien le péché contre l'esprit, celui qui n'est jamais pardonné. »



Il n'est pas douteux, que la science expérimentale ne parvienne à réduire les erreurs et les souffrances, à nous rapprocher d'une situation digne de nos aptitudes intellectuelles, morales et spirituelles.

Mais pour cela, il faut que la science expérimentale progresse ; et non seulement les sciences physiques, les plus faciles pour le cerveau humain ; mais surtout les sciences humaines, dites aussi morales : la biologie, et notamment la physiologie de l'homme, la psychologie, les grandes synthèses philosophiques, les sciences politiques, l'organisation du travail, les sciences administratives, l'économie...

J. FOURASTIE.

Pourquoi nous travaillons.